

## Israël aux urnes : Kadima, la victoire annoncée<sup>1</sup>

**Israël vote ce 28 mars. La victoire de Kadima, le parti fondé par Ariel Sharon, ne fait guère de doute. Ses dirigeants promettent de poursuivre une politique unilatérale catastrophique pour la région.**

Les électeurs israéliens sont appelés aux urnes de mardi 28 mars. Mais personne, ni au Proche-Orient, ni en Israël, n'attend de grands changements de ce scrutin. Dans les grandes lignes, les résultats devraient être conformes aux chiffres avancés dans les enquêtes d'opinion. L'apparition spectaculaire d'un nouveau venu sur la scène politique ne risque guère de bouleverser le scénario imposé depuis des années par Ariel Sharon. C'est pour dicter sa loi que celui-ci a créé de toute pièce le parti Kadima voici quelques mois. Donnée victorieuse, cette formation aura toutes les cartes en main pour relayer les vues de celui que la maladie a plongé dans un profond coma depuis des semaines.

Les Israéliens ont à se situer par rapport à trois blocs principaux : deux à droite, Kadima, qui entend couvrir le centre de l'échiquier politique, et le Likoud de Benjamin Netanyahu. Malgré de légères fluctuations dans les sondages, le parti du Premier ministre par intérim, Ehud Olmert, pourrait atteindre la quarantaine d'élus. Les travaillistes espèrent une vingtaine de sièges. Le Likoud, une quinzaine. L'extrême droite, la russophone Israël Beitenou d'Avigdor Lieberman, et l'Union nationale, sont créditées d'une vingtaine de députés. Dans le camp religieux, le parti ultra-orthodoxe sépharade Shass vise une dizaine de sièges et la Liste unifiée de la Torah, cinq à six.

En fonction de ces projections, le parti Kadima pourrait constituer un gouvernement d'union avec les travaillistes et les ultra-orthodoxes. Une telle configuration ne laisse guère deviner une solution rapide et globale au conflit avec les Palestiniens. Les thèses de Kadima, celles que promeut Ariel Sharon depuis sa venue au pouvoir, ont, en effet, polarisé le débat politique. C'est par rapport à elles que les autres candidats au pouvoir ont dû se positionner. La plate-forme de Kadima stipule bien que « *l'existence d'un Etat juif démocratique oblige à renoncer à des parties d'Eretz Israël* ». Mais elle énonce aussi que les frontières d'Israël devront « *inclure des régions nécessaires à sa sécurité* », ainsi que « *les Lieux saints pour la religion juive (...), en premier lieu Jérusalem, capitale unifiée d'Israël* ». Il est également question des grands blocs de colonies en Cisjordanie, de la vallée fertile du Jourdain et de plusieurs quartiers à Hébron et à Bethléem. Et le texte rejette, de facto, tout règlement négocié de l'épineuse question des réfugiés, de ce « *droit au retour* », un autre des points sensibles pour tout règlement du conflit.

### L'agenda de Kadima

Ce faisant, Kadima a dicté son agenda aux autres partis, contraints de se situer par rapport à la vision sécuritaire qu'Ariel Sharon a su imposer à une bonne partie de l'opinion et du monde comme l'alpha et l'oméga de la politique régionale israélienne : définition arbitraire d'un Etat palestinien réduit à une peau de chagrin, désengagement unilatéral et extrêmement limité des territoires occupés. A sa droite, le Likoud, tout en dénonçant la plate-forme de son rival, a accepté du bout des lèvres le principe d'un Etat palestinien pour ne pas être assimilé aux colons ultras. A gauche, le Meretz-Yahad de la colombe Yossi Beilin, l'initiateur israélien du pacte de paix de Genève, a certes *dénoncé* « *l'illusion de l'unilatéralisme* » mais ne semble pas opposé à une coalition avec Kadima si celui-ci s'engageait dans une négociation globale avec les Palestiniens. Quant au parti travailliste, il a gommé les audaces de son discours. Alors qu'il avait évoqué « *un partage de Jérusalem* », qu'en janvier encore, le député Ephraïm Sneh fustigeait l'absence de « *véritable proposition (de la droite) pour mettre fin au conflit avec les Palestiniens* » et

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 261 du *Journal du mardi*, 28 mars 2006.

plaçait comme priorité « *des négociations bilatérales directes avec l'Autorité palestinienne* », notamment « *sur des dossiers comme Jérusalem* », les choses semblent avoir bien changé depuis la victoire du Hamas. Le leader travailliste, Amir Péretz a promis de garder « *Jérusalem unifiée* » et d'y garantir « *sa majorité juive* ». Et refusé toute négociation avec « *le Hamas tant qu'il prônera la destruction d'Israël* » après en avoir accepté le principe dans un premier temps. Le programme travailliste prévoit en outre l'achèvement de la « *barrière de sécurité* » qui empiète largement sur les territoires occupés et la main mise définitive sur « *de grands blocs de colonisation* ».

C'est donc surtout sur les questions économiques et sociales que les travaillistes ont tenté de se démarquer de leurs rivaux, proposant un relèvement du salaire minimum, une retraite pour tous, une revalorisation de l'éducation et de la santé. Ces promesses sont censées rompre avec la politique ultralibérale menée ces dernières années. Une récente étude montre qu'un quart des Israéliens vivent sous le seuil de pauvreté. « *Il ne s'agit pas d'un tsunami, d'un cyclone qui survient par surprise* » a ainsi affirmé le directeur de l'Institut des caisses d'assurances. Selon Ygal Ben Shalom, un million d'Israéliens ont fait appel l'an dernier aux organismes offrant des repas ou des produits de première nécessité. La précarité s'est accentuée ces dernières années, conséquence de la guerre et de la politique de rigueur qui s'est traduite par d'importantes coupes dans les budgets sociaux et les administrations publiques.

### **L'optimisme d'Olmert**

Cette situation n'a toutefois pas entamé l'avantage dont bénéficie la formation d'Ehud Olmert. Le dauphin de Sharon est tout à son affaire. Ce promoteur zélé de la stratégie unilatérale vis-à-vis des Palestiniens drague large. Son parti compte des personnalités aussi disparates que l'ancien syndicaliste Haïm Ramon ou l'ancien « *likoudnik* » et ultralibéral Avraham Hirschsohn. Des éléments de la droite pure et dure, comme le ministre Gideon Ezra, ou d'anciens travaillistes comme l'inoxydable Shimon Pérès. Avi Dichter, l'ancien chef du Shin Beth (le service de sécurité intérieure), ou l'ex-ministre travailliste Dalia Itzik. Yossi Beilin parle de Kadima comme d'un parti « *péroniste* », du nom de l'ancien dictateur argentin, un parti qui ratisse dans tous les azimuts, sans idées-forces précises, mais au service d'un « *homme fort* ». Un des thèmes électoraux de Kadima a d'ailleurs été la « *refonte du modèle politique* », sur fond de « *faillite du régime des partis* ». Il souhaite modifier le système électoral proportionnel de listes, source d'« *affaiblissement du pouvoir* » et aider à une « *relation directe des dirigeants avec le peuple, sans passer par l'intermédiaire des bureaucraties partisans.* » Tentation poujadiste ? Un ancien président de la Knesset a vu dans ces intentions l'instauration d'un « *pouvoir fort qui rognerait l'assise de la démocratie israélienne et les libertés individuelles, déjà largement malmenées dans le secteur arabe, ainsi que par l'institution religieuse et l'armée.* »

M. Olmert n'en a cure, bien décidé qu'il est à aller aussi loin que possible dans l'unilatéralisme en profitant à plein de l'attitude complice de la communauté internationale. Si rapide pour condamner le « *terrorisme palestinien* » mais bien peu ferme devant les assassinats ciblés dans les territoires, le bouclage de la bande Gaza ou les déclarations d'officiels selon lesquels la « *feuille de route* » (plan de paix international) « *n'existe plus* ».